

Préface

Ce volume que nous propose Laurent Martin, historien des médias et des politiques publiques de la culture, auteur d'une biographie remarquée de Jack Lang¹, a l'immense mérite de nous conduire à faire un pas de côté : aborder l'analyse des politiques culturelles non pas seulement par le prisme des politiques nationales, mais en portant le regard vers l'international ; à partir des hommes, lieux et institutions qui contribuèrent à faire circuler, à cette échelle, les méthodes et concepts des politiques culturelles. À ce titre, le choix de saisir le rôle joué, des années 1960 aux années 1990 et dans un espace européen, par le Service des études et recherches du ministère français des Affaires culturelles s'avère particulièrement pertinent.

Ce service, créé et dirigé pendant une trentaine d'années par Augustin Girard, à la marge du Plan, va développer une intense activité internationale, que Laurent Martin analyse et restitue avec finesse, dans toutes ses dimensions. Cette histoire se confond avec celle d'un grand commis de l'État qui impulse et incarne – en France, mais aussi sur la scène internationale – ces réflexions qui vont alimenter, du Conseil de l'Europe à l'Unesco, les débats sur l'opportunité, les modalités, l'évaluation et les formes concrètes des politiques culturelles. L'ouvrage permet une plongée dans ce monde, en arrière-plan de la scène publique, loin du bruissement médiatique, que constituent les experts des politiques culturelles, qui par leur réflexion et leur travail informent et contribuent à construire les politiques publiques de la culture. Le Service dirigé par Augustin Girard exerce, pendant au moins deux décennies, un rôle de *leadership* intellectuel et organisationnel et contribue à mettre en place un véritable réseau international. La démarche, certes technocratique, est néanmoins colorée par une forme de militantisme pour cette génération qui, au lendemain de la « dernière catastrophe », pense que la culture, comme service public, peut contribuer à un avenir meilleur dans le cadre des démocraties libérales. Signe du temps également, cette expertise mobilise les sciences sociales au service de la planification et de l'évaluation des politiques culturelles.

La comparaison internationale permet à Augustin Girard de mieux faire comprendre la singularité du modèle français de politique culturelle : il en use auprès de ses interlocuteurs hexagonaux afin de faire avancer ses idées. Son

1. Laurent Martin, *Jack Lang. Une vie entre culture et politique*, Paris, Éditions Complexe, 2008.

rôle sur la scène internationale renforce symboliquement la place de son Service, qui pendant longtemps demeure une structure très fragile au sein d'un ministère fondé sur des directions administratives verticales, liées à des domaines artistiques et culturels. Sur la scène internationale, Augustin Girard est le défenseur du modèle français, en fait connaître les avantages, et les limites aussi. Très tôt, par exemple, le chef du SER est convaincu du rôle que devront jouer les collectivités territoriales, et plaide pour une véritable décentralisation.

Laurent Martin n'élude pas la question de l'impact de ces réflexions sur la réalité des politiques culturelles mises en place. L'évaluation est certes difficile, mais il est certain que c'est en partie grâce à ces réseaux internationaux que les notions de « développement culturel », de « statistiques culturelles », d'« industrie culturelle » ont été appropriées par les acteurs des politiques culturelles et se sont incarnées, avec des écarts selon les configurations nationales, dans des dispositifs administratifs et dans des politiques sectorielles. L'un des avantages dont a incontestablement bénéficié Augustin Girard, c'est sa longévité à la tête du SER : alors que le politique s'inscrit le plus souvent dans le temps court, scandé par les échéances électorales et les contraintes gouvernementales, il a pu inscrire sa démarche dans la durée, et faire de son Service, non sans turbulences, une interface entre les chercheurs, les administrateurs et les hommes politiques. Ce livre confirme combien le travail de quelques experts-militants, mené dans la durée, au sein de différentes enceintes internationales, a contribué à légitimer l'idée et l'existence de politiques culturelles publiques, partie prenante d'un État-providence qui fut, pendant un demi-siècle, le garant d'un pacte social au cœur du fonctionnement des démocraties occidentales. Il confirme combien nous avons changé d'époque, et combien la fin des années 1980 constitue un tournant, à l'échelle des États et des organisations transnationales : l'ambition des politiques culturelles est revue à la baisse. « Les mêmes outils, souligne l'auteur, qui avaient servi d'appui et de justification à cette intervention sont peu à peu retournés contre elle, en tout cas utilisés pour contester son efficacité. Il s'agit toujours, du moins officiellement, de faire se rejoindre les finalités humanistes et les impératifs de la gestion budgétaire ; dans les faits, on constate que ceux-ci priment désormais très largement celles-là. » Cette recherche, devenue un livre, constitue un jalon d'une histoire comparée des politiques culturelles, et plus largement d'une histoire de la circulation et de l'appropriation des modèles culturels.

Philippe Poirrier

*Professeur d'histoire contemporaine, université de Bourgogne
Vice-président du Comité d'histoire
du ministère de la Culture et de la Communication*